



An international network for education in emergencies
Un réseau international pour l'éducation en situations d'urgence
Una red internacional para la educación en situaciones de emergencia
Uma rede internacional para a educação em situações de emergência
الشبكة العالمية لوكالات التعليم في حالات الطوارئ

Document thématique de l'INEE - Introduction à l'éducation et prévention de l'extrémisme violent

Le sous-groupe de travail sur la jeunesse, la violence et la consolidation de la paix du Groupe de travail sur les politiques d'éducation de l'INEE a eu l'idée de cette thématique et a développé le document.

Le consensus sur la définition de l'extrémisme violent reste limité. Cet article présente certains des concepts et des définitions pratiques les plus usuels, sachant toutefois que l'INEE ne prend pas de position sur la question. Le document présente les réflexions actuelles et la recherche à jour, et fournit quelques exemples de la façon dont l'éducation peut contribuer à la prévention de la violence.

Qu'est-ce que l'extrémisme violent ?

L'extrémisme violent s'entend d'une utilisation de la violence parallèle à un engagement idéologique visant des objectifs politiques, religieux ou sociaux (Atran, 2015). Ces actes violents peuvent être perpétrés par n'importe quel individu ou groupe sur la base de croyances et d'idéologies très diverses.

Au niveau mondial, national ou local, l'extrémisme violent, par des actes de violence à motivation politique, de violence communautaire ou de terrorisme, peut retentir de bien des manières sur la société. L'extrémisme violent met à mal des communautés pacifiques, souvent en prenant intentionnellement pour cible des citoyens ordinaires. Cela peut amener les gouvernements à réagir par des mesures de sécurité drastiques, destinées souvent à des groupes spécifiques soupçonnés de provoquer les attaques. Du fait qu'il modifie le discours local et mondial sur les réponses de sécurité, les mesures strictes de sécurités sont plus largement acceptées. Cela peut avoir des répercussions plus vastes sur le cycle de violence continue.

L'augmentation moyenne de l'extrémisme violent au cours des cinq dernières décennies (Our World in Data, 2016) retentit sur le droit et les politiques de l'immigration dans de nombreux pays dans le monde entier, renforçant l'intolérance et les préjugés contre certains groupes, et sapant la cohésion sociale, même dans des sociétés stables par ailleurs. Ces mesures de sécurité accrues contre des groupes spécifiques peuvent encore exacerber l'intolérance et provoquer des réactions violentes. Des idées fausses sur les endroits où ont souvent lieu des attaques terroristes alimentent d'autres malentendus. Bien que les attaques terroristes aient lieu partout dans le monde, elles sont lourdement concentrées géographiquement dans une poignée de pays. Par exemple, tandis que des attaques terroristes ont eu lieu dans 104 pays en 2016, 55% de toutes les attaques se sont passées

dans cinq pays (Irak, Afghanistan, Inde, Pakistan et les Philippines), et 75% de tous les décès dus à des attaques terroristes ont eu lieu dans cinq pays (Irak, Afghanistan, Syrie, Nigéria et Pakistan) (Département d'État des États-Unis, 2017). Il est important de revoir la littérature et les informations disponibles, ainsi que de comprendre les concepts clés, avant de faire des hypothèses sur l'endroit où les attaques surviennent le plus fréquemment, et comment prévenir de telles attaques d'avoir lieu.

Radicalisation

La «radicalisation» est l'action ou le processus qui rend les opinions et le comportement d'un individu fortement différents de ceux de la plupart des personnes qui l'entourent (Davies, 2008). Les opinions ou positions radicales sont souvent associées au plaidoyer en faveur d'un changement politique ou social partiel ou complet (Oxford English Living Dictionaries, 2017). Avoir des opinions ou des croyances radicales n'est pas nécessairement nuisible. Cependant, si une personne ou un groupe recourt à la violence pour justifier ou réaliser les changements souhaités, cela se désigne souvent par le terme d'«extrémisme violent» (Christmann, 2012).

Il n'y a peu d'accord ni de compréhension commune sur les causes de la radicalisation et le moment où elle commence à poser problème. Parfois, les opinions radicales ne sont considérées comme nuisibles que lorsqu'elles portent atteinte aux libertés des autres, que ce soit par la violence verbale ou physique. Dans d'autres cas, l'incitation à la violence, ou même le simple fait d'adopter des vues extrêmes, sont considérés comme nuisibles et problématiques. Les avis sur cette question, qui se rapportent à la liberté de pensée et d'expression, varient considérablement selon les pays, les cultures, le contexte et l'opinion individuelle. Ce qui est clair, c'est qu'il reste beaucoup à faire pour comprendre la relation entre la radicalisation et l'extrémisme violent, et les processus menant de l'une à l'autre, ainsi que pour définir les termes et les concepts utilisés pour décrire ces problèmes. Ce document présente ici que des points de vue actuels et des définitions pratiques, en particulier pour explorer les facteurs qui influencent des groupes ou des personnes à la radicalisation menant à la violence.

Facteurs d'incitation et d'attraction

Une façon de conceptualiser les facteurs pouvant mener à la radicalisation ou à l'extrémisme violent est de parler d'influences d' "incitation" et d' "attraction"¹.

Les 'facteurs d'incitation' peuvent être : la marginalisation, l'inégalité, la discrimination, la persécution ou l'impression d'en être l'objet, le déni des droits et des libertés civiques, et des griefs, réels ou perçus, d'ordre environnemental, historique ou socio-économiques. Des études sur la relation entre l'éducation, les conflits violents et la consolidation de la paix montrent combien de ces situations sont liées à des injustices sociales structurelles pouvant pousser des personnes ou des groupes à recourir à des actes violents, lesquels sont parfois (mais pas exclusivement) causés par des idéologies extrémistes (voir par exemple Novelli, Lopes Cardozo et Smith, 2017).

¹ D'autres approches ont répartis les facteurs en trois groupes : motivations structurelles, incitations individuelles et facteurs habilitants (Khalil et Zeuthan, 2016).

Les 'facteurs d'attraction', eux, peuvent développer l'attrait de l'extrémisme violent au niveau individuel et psychosocial. Des groupes extrémistes violents peuvent, par exemple, être une source de services et d'emplois. Les groupes peuvent attirer de nouveaux membres en leur donnant la possibilité d'exprimer des griefs, une promesse d'espoir, de justice, ainsi qu'un sentiment de but à atteindre et d'appartenance. Ce réseau social peut être un facteur d'attraction important pour les jeunes car les groupes extrémistes leur offrent un sentiment d'acceptation et de validation (UNESCO, 2016).

Nous ne disposons toutefois que de très peu d'éléments sur l'influence que ces facteurs d'incitation et d'attraction peuvent avoir sur la décision des jeunes de rejoindre un groupe extrémiste ou de commettre des actes violents : cette influence existe-t-elle ? Comment s'exerce-t-elle ? Selon quels modes d'action ?

Que signifie la prévention de l'extrémisme violent ?

La prévention de l'extrémisme violent (PEV) s'entend d'une méthode visant les causes profondes de l'extrémisme violent par des techniques non coercitives. Dans le contexte de l'éducation la PEV pourrait, par exemple, par le biais des écoles, travailler pour répondre aux « facteurs d'incitation » de l'inégalité dans les programmes scolaires, par exemple en développant la confiance et la tolérance entre différents groupes d'enfants et de jeunes et en renforçant la cohésion sociale dans la communauté. Les écoles peuvent créer un espace de connexions au sein d'une communauté, rassemblant des groupes de différentes ethnies, cultures et idéologies pour qu'ils travaillent ensemble en faveur de l'éducation de leurs enfants. L'établissement de relations fondées sur la confiance dans les communautés est une composante essentielle de la PEV. Du point de vue de la consolidation durable de la paix, il est indispensable, pour prévenir les actes de violence et les formes plus structurelles d'injustices et de conflits violents, d'engager une action dynamique au niveau de la gouvernance, des politiques et du fonctionnement de l'éducation (Smith, Datzberger et McCully, 2016).

"Lutte antiterroriste" versus "Prévention de l'extrémisme violent"

La lutte antiterroriste traditionnelle consiste essentiellement à éliminer les possibilités d'activité terroriste en désorganisant les groupes reconnus comme terroristes. La PEV, elle, a pour objectif la racine de l'extrémisme violent, en s'attaquant aux « facteurs d'incitation » et « d'attraction » risquant de mener à la radicalisation et à la violence. Elle vise à prévenir le recrutement dans des groupes extrémistes violents, en offrant des alternatives positives en remplacement de l'engagement ou du ré-engagement dans l'extrémisme violent (Zeiger, 2015).

La PEV a également pour but de prévenir la propagation de l'extrémisme violent en développant la résilience et la pensée critique chez les citoyens, et en renforçant leur engagement en faveur de la non-violence et de la paix (UNESCO, 2017). Pour travailler sur la prévention, il faut analyser spécifiquement dans leur contexte les causes profondes qui incitent les actes de violence provoqués par des idéologies extrémistes, afin de trouver des réactions et des méthodes valables et durables.

La PEV appelle une approche spécifique au contexte ; elle peut être menée sur plusieurs

niveaux :

- **Avec les gens** : Engager le dialogue avec les différents acteurs, à tous les niveaux de la société, pour promouvoir des activités et des comportements susceptibles de réduire la menace d'extrémisme violent et de décourager les personnes de rejoindre des groupes extrémistes violents. Ces acteurs peuvent être par exemple la police, les enseignants, les travailleurs sociaux, les spécialistes de la protection de l'enfance, les responsables de la santé, les chefs religieux, les personnalités locales, les parents et les jeunes ; notamment les organisations dirigées par des jeunes et leur étant destinés (écoles, clubs sportifs, clubs d'art, etc.).
- **Dans les programmes** : Renforcer les capacités des acteurs nationaux, régionaux et communautaires pour qu'ils puissent soutenir et mettre en œuvre des programmes existants ou nouveaux pour rendre les personnes et les communautés moins réceptives à l'extrémisme violent, ou pour offrir d'autres possibilités, positives et intéressantes, à ceux qui risqueraient d'être recrutés par un groupe extrémiste.
- **Dans les politiques et la gouvernance** : Travailler avec les pouvoirs publics, nationaux ou locaux, pour encourager la gouvernance des systèmes éducatifs formels, puis la conception et la mise en œuvre de politiques permettant de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités sociales et des tensions.

Une méthode de consolidation de la paix durable via les systèmes et les programmes éducatifs doit s'engager sur quatre dimensions interconnectées (Novelli, Lopes Cardozo and Smith, 2017), conceptualisées sous le terme "4R":

- 1) **Redistribution** : allocation et redistribution des ressources par exemple : vérifier si les institutions d'enseignement fonctionnent de manière intégrée ou au contraire en parallèle ou en ségrégation ;
- 2) **Reconnaissance** : il s'agit, par exemple, de mettre au point des programmes inclusifs, comparatifs et pertinents qui rendent bien compte des différentes formes de diversité (ethnique, linguistique, religieuse, de genre ou autres), afin que l'éducation favorise la construction de l'identité des élèves dans une perspective respectueuse et plurielle ;
- 3) **Représentation** : évaluer selon quels modes les processus de conception des politiques, de mise en œuvre et de prise de décision en matière d'éducation incluent des voix et des perspectives multiples, y compris celles des groupes marginalisés (étudiants, enseignants, etc.) aux niveaux national, local et scolaire ;
- 4) **Réconciliation** : il s'agit là de la façon dont les systèmes éducatifs, les ressources et les interactions d'apprentissage traitent les griefs et les tensions du passé et négocient des moyens non violents pour favoriser la cohésion sociale et les sociétés plurielles (voir aussi Datzberger, Smith et McCully, 2016; Novelli, 2016, Lopes Cardozo, Higgins et Le Mat, 2016).

Pourquoi l'éducation et la PEV ?

Le monde a récemment commencé à s'intéresser de près à l'importance qu'il y a à lutter contre l'extrémisme violent, notamment du fait des conséquences qu'il a sur les enfants et les jeunes et du rôle que ces derniers pourraient jouer pour la prévention. Le problème a été

constaté à l'échelon international, et signalé dans le Programme d'action de la jeunesse contre l'extrémisme violent et pour la promotion de la paix, présenté à l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015, ainsi que par l'adoption de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la jeunesse, la paix et la sécurité. De plus, le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, lancé en 2015, souligne l'importance d'une éducation de qualité en réduisant la pauvreté et la marginalisation sociale, ainsi qu'en promouvant le respect des droits de l'homme et de la diversité, développant la pensée critique et contribuant à la coexistence pacifique et à la tolérance (Conseil de sécurité de l'ONU, 2015 ; Rapport du Secrétaire général, 2015; UNESCO 2016). Ces programmes internationaux soulignent l'importance de l'éducation pour réduire la violence et contribuer à des sociétés harmonieuses.

Il n'en reste pas moins que la relation complexe entre l'éducation, la radicalisation et l'extrémisme violent n'est pas entièrement comprise (Zeiger, 2014). On a fait valoir qu'il y a deux « visages » à l'éducation ; elle peut promouvoir l'inclusion, renforcer la cohésion sociale, soutenir le développement émotionnel des enfants et aider à développer des citoyens engagés (Bush et Salterili, 2000). Mais l'éducation peut aussi exacerber des tensions et des divisions existantes, susciter l'exclusion et l'inégalité et promouvoir des idéologies et des comportements nuisibles (Bush et Salterili, 2000). Par conséquent, il convient, pour les initiatives d'éducation, d'examiner ce qui se passe dans la salle de classe et au-delà, mais aussi, plus généralement, les mécanismes de gouvernance, d'inclusion et de représentation, afin de viser les causes profondes à la source des différentes formes de violence et d'extrémisme violent. L'éducation peut jouer un rôle crucial dans la lutte contre les « facteurs d'incitation et d'attraction » qui conduisent à l'extrémisme violent et à d'autres formes de violence (Forum mondial de lutte contre le terrorisme, 2014).

Voici quelques exemples ci-dessous de la façon dont l'éducation peut aider à prévenir la violence :

1. **Programmes scolaires, manuels et méthodes pédagogiques** : Les programmes d'études et le matériel didactique ne devraient pas promouvoir un point de vue unique, par exemple en utilisant les cours d'histoire pour présenter une vision autre qu'objective d'événements passés. Les programmes d'études devraient encourager des points de vue multiples et développer des capacités de réflexion critique. Des aspects contribuant à la marginalisation et à l'exclusion devraient être étudiés pendant la création ou le renouvellement des programmes ainsi que durant les formations professionnelles des enseignants. Le matériel éducatif (pour l'enseignement et l'apprentissage) devrait être libre de tous les stéréotypes sources de divisions.
2. **Enseignants** : Les enseignants devraient être recrutés de manière à représenter un large éventail de groupes sociaux et ethniques et de points de vue différents au sein d'une société. Lorsque le personnel enseignant est constitué d'un seul groupe social, il peut renforcer les inégalités sociétales existantes et entraîner de nouvelles divisions. Il faut soutenir et former les enseignants pour qu'ils soient en mesure d'assurer à tous les enfants une expérience d'apprentissage de qualité, pertinente et

inclusive. Les enseignants peuvent faire le lien entre les écoles, les familles et plus généralement la communauté, pour faire en sorte que toutes les parties prenantes travaillent vers un objectif commun : soutenir et aider les apprenants à risque (UNESCO, 2017 ; Sayed et Novelli, 2016).

3. **Enfants et jeunes** : Il faudrait que l'éducation permette aux enfants et aux jeunes de s'exprimer et les rende maîtres de leur propre vie. L'éducation devrait soutenir chaque élève - indépendamment de son âge, son genre, sa race, ses croyances religieuses ou ses opinions politiques - en tant qu'individu ayant des opinions, des besoins et des aspirations. La résolution 2250 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies exhorte les États membres à donner aux jeunes plus de participation à la prise de décisions aux niveaux local, national, régional et international et à leur donner les moyens de devenir des agents du changement dans leurs communautés.
4. **Écoles et établissements d'enseignement** : Les écoles devraient créer une atmosphère de recherche critique dans une perspective de respect, de compréhension interculturelle et d'harmonie. Les écoles devraient collaborer avec la communauté, y compris les institutions religieuses et politiques, et veiller à ce qu'elles offrent un espace de sécurité pour tous, y compris les minorités et les étudiants non traditionnels (tels que les migrants dans les nouvelles sociétés d'accueil). Les écoles jouent un rôle important pour amplifier ou minimiser la voix des jeunes. A ce titre, elles devraient donner aux jeunes les moyens de participer et de s'exprimer. Les écoles peuvent aussi aider les jeunes à trouver le moyen de s'exprimer autrement, en se fondant sur la résolution des conflits plutôt que sur la violence.
5. **Lieux sûrs** : Les communautés doivent faire en sorte que les écoles soient des lieux sûrs. Des lieux sûrs sur place, et dont l'accès est sûr (pour les garçons comme pour les filles) ; des lieux sûrs pour discuter d'opinions contrastées et des environnements pour acquérir en toute sécurité de nouvelles idées et compétences, avec des techniques permettant de décourager et de prévenir l'intimidation et toutes les formes de violence, qu'elles soient perpétrées par des élèves ou par des membres du personnel éducatif (UNESCO, 2017).
6. **Accès** : L'accès à l'éducation doit être universel. Le statut socio-économique ne devrait pas être un obstacle à une éducation de qualité. Il en va de même du sexe, de l'origine ethnique ou de la langue, de la religion ou de l'orientation sexuelle.
7. **Évaluer les risques et protéger les acteurs de l'éducation** : compte tenu de la nature complexe et souvent sensible des techniques éducatives servant à prévenir la violence (sous ses diverses formes), il faut prêter attention aux programmes et consacrer des recherches supplémentaires à la mise en évidence des risques susceptibles d'exister pour les écoles, les éducateurs et les élèves.

En tentant d'interdire sans nuances ou contextualisation la violence et les formes de pensée extrémiste (qui manquent de connaissances contextuelles) considérées comme incitant à la violence, on risque de causer (involontairement) davantage de stigmatisation, de stéréotypes

ou de divisions ethniques, ce qui a été qualifié ailleurs de « visage négatif » de l'éducation (Bush et Salterili, 2000). En outre, le personnel éducatif comme les élèves sont de plus en plus fréquemment victimes d'attaques violentes. Tout programme ayant pour but la prévention de l'extrémisme violent devrait prendre en compte la vulnérabilité du personnel éducatif et des apprenants, ainsi que le contexte local dans lequel le programme se déroule. La protection et la sécurité du personnel et des apprenants doit être la première considération de tout programme de ce genre. Il y a de plus en plus de travaux de plaidoyer appelant à la protection de l'éducation des attaques directes. Pour plus d'informations, veuillez voir Global Coalition to Protect Education from Attack website – www.protectingeducation.org.

Bien que seuls, ces facteurs ne suffisent pas nécessairement à éliminer la menace d'extrémisme violent, ces considérations peuvent contribuer à promouvoir des sociétés pacifiques et équitables et à créer des environnements favorables où les enfants et les jeunes se sentent en mesure d'exprimer leur point de vue, de s'attaquer à des problèmes complexes et de trouver de véritables opportunités de prendre part à la vie de la société et de leur communauté.

Pour soutenir ce travail sur la PEV, l'INEE a rassemblé des ressources du monde entier sur l'éducation et la prévention de l'extrémisme violent, ce qui peut aider les décideurs politiques, les enseignants, les directeurs, les formateurs et les chercheurs à mieux comprendre le lien entre éducation et extrémisme violent et à promouvoir le «visage» positif de l'éducation.

Pour en savoir plus, veuillez vous rendre sur
www.ineesite.org/fr/prevention-de-lextremisme-violent/

Références

- Atran, S. (2015). "Role of Youth: Countering Violent Extremism, Promoting Peace, Addressing the UN Security Council." *Psychology Today*. Retrieved from: <https://www.psychologytoday.com/blog/in-gods-we-trust/201505/role-youth-countering-violent-extremism-promoting-peace>
- Borum, R. (2011). "Radicalization into Violent Extremism I: A Review of Social Science Theories." *Journal of Strategic Security* 4(4): 7-36. Retrieved from: <http://scholarcommons.usf.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1139&context=jss>
- Bush, K. D. & Salterili, D. (2000). *The Two Faces of Education in Ethnic Conflict: Towards a Peacebuilding Education for Children*. Florence, Italy: UNICEF and Innocenti Insight. Retrieved from: <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/insight4.pdf>
- Christmann, K. (2012). *Preventing Religious Radicalisation and Violent Extremism A Systematic Review of the Research Evidence*. London: Youth Justice Board for England and Wales. Retrieved from: https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/396030/preventing-violent-extremism-systematic-review.pdf
- Datzberger, S., Smith, A., & McCully, A. M. (2016). *The Integration of Education and Peacebuilding – Synthesis Report on findings from Myanmar, Pakistan, South Africa and Uganda*. Ulster University, Ireland. Retrieved from: <https://educationanddevelopment.files.wordpress.com/2014/11/policy-synthesis-report-final-16.pdf>
- Davies, L. (2008). *Educating against extremism*. Stoke on Trent, UK: Trentham Books.
- Global Counterterrorism Forum. (2014). "Abu Dhabi Memorandum on Good Practices for Education and Countering Violent Extremism." Retrieved from: https://www.thegctf.org/documents/10162/159880/14Sept19_GCTF+Abu+Dhabi+Memorandum.pdf
- Khalil, J. and Zeuthen, M. (2016). *Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation*. RUSI Whitehall Report 2-16. London: Stephen Austin and Sons, Ltd. Retrieved from: https://rusi.org/sites/default/files/20160608_cve_and_rr.combined.online4.pdf
- Lopes Cardozo, M.T.A., Higgins, S., Le Mat, M.L.J. (2016). *Youth Agency and Peacebuilding: an analysis of the role of formal and non-formal education Synthesis report on findings from Myanmar, Pakistan, South Africa and Uganda*. University of Amsterdam: Research Consortium on Education and Peacebuilding. Retrieved from: <https://educationanddevelopment.files.wordpress.com/2016/06/youth-agency-synthesis-report-final16.pdf>
- Novelli, M., Lopes Cardozo, M.T.A., Smith, A. (2017). "A Theoretical Framework for Analysing the Contribution of Education to Sustainable Peacebuilding: 4Rs in Conflict-Affected Contexts." *Journal for Education in Emergencies*. Retrieved from: http://s3.amazonaws.com/inee-assets/resources/JEiE_V3_N1__4Rs_Framework.pdf

Oxford English Living Dictionaries. (2017). *Oxford Dictionaries | English*. Retrieved from: <https://en.oxforddictionaries.com/definition/radical>

Report of the Secretary-General. (2015). *Plan of Action to Prevent Violent Extremism for the UN General Assembly, 24 December 2015*. Retrieved from: <https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/en/plan-action-prevent-violent-extremism>

Sayed, Y., & Novelli, M. (2016). *The Role of Teachers in Peacebuilding and Social Cohesion: A synthesis report of South Africa, Uganda, Pakistan and Myanmar case studies*. Research Consortium Education and Peacebuilding, University of Sussex, U.K. Retrieved from: <https://educationanddevelopment.files.wordpress.com/2014/11/role-of-teachers-synthesis-report-final16.pdf>

UNESCO. (2016). *A Teacher's Guide to Preventing Violent Extremism*. Paris: UNESCO. Retrieved from: <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002446/244676e.pdf>

UNESCO. (2017) *Preventing violent extremism through education: a guide for policy-makers*. Paris: UNESCO. Retrieved from: <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002477/247764e.pdf>

UN Security Council. (2015) *Resolution 2250, Adopted December 2015*. Retrieved from: <http://unoy.org/wp-content/uploads/SCR-2250.pdf>

USAID. (2009). *Guide to the Drivers of Violent Extremism*. Retrieved from: http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadt978.pdf US Department of State. (2017).

US Department of State. (2017). *Annex of Statistical Information - Country Reports on Terrorism 2016*. Maryland: National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism at the University of Maryland. Retrieved from: <https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2016/272241.htm>

The Washington Institute for Near East Policy. (2009). *Rewriting the Narrative: An Integrated Strategy for Counterradicalization*. Retrieved from: <http://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/pubs/PTF2-Counterradicalization.pdf>

Zeiger, S. (2015). "Countering Violent Extremism and Education." *INEE Roundtable 21 October 2015*. Retrieved from: http://s3.amazonaws.com/inee-assets/resources/1._Sara_Zeiger_Hedayah_CVE_INEE_Roundtable_Oct_2015.pdf

Zeiger, S. (2014). *Education and Countering Violent Extremism*. Hedayah. Retrieved from: <http://www.hedayah.ae/pdf/cve-research-brief-2.pdf>